Titre

CRD Lyon, 29 déc. 2015

CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE
DES BARREAUX DU RESSORT
DE LA COUR D'APPEL DE LYON

DECISION DU 29 DECEMBRE 2015

Sous la présidence de Madame le Bâtonnier Isabelle GRANGE,

Le Conseil de Discipline – section n° 1- est ainsi composé:
Monsieur le Bâtonnier Pierre-Yves LUCCHIARI
Maîtres Christian LEROY, Gaëlle CERRO, Alban POUSSET-BOUGERE,
Sophie MATHIEU, Isabelle FOILLARD.

AVOCAT MIS EN CAUSE : Maître X , Avocat au Barreau de LYON.

PROCEDURE:

Par courrier en date du 2 juillet 2015, Monsieur le Bâtonnier du Barreau de LYON a saisi le Conseil de Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de Lyon d'une poursuite disciplinaire à l'encontre de Maître X .

Par délibération du 8 juillet 2015, le Conseil de l'Ordre du Barreau Lyon a désigné Maître Bruno METRAL pour procéder à l'instruction des faits reprochés à Maître X .

Au vu des dispositions de l'article 191 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 fixant à 4 mois le délai d'instruction, Maître Bruno METRAL devait, dans ces conditions, déposer son rapport au plus tard le 8 novembre 2015.

Maître Bruno METRAL a déposé son rapport en date du 6 novembre 2015 et Maître X a été convoqué par citation d'Huissier en date du 2 décembre 2015 pour l'audience du 16 décembre 2015.

A l'audience du 16 décembre 2015, Maître X est présent, assisté de son Conseil Maître VUILLERMET.

Monsieur le Bâtonnier Pierre-Yves JOLY est présent en sa qualité d'organe de poursuite.

Avant l'ouverture des débats, Madame le Bâtonnier Isabelle GRANGE rappelle que conformément à un usage en vigueur devant le Conseil de Discipline, usage qu'aucun texte n'autorise ni n'interdit, la présence d'une salariée de l'Ordre, en la personne de Madame Catherine DESCLOITRE, faisant fonction de greffière d'audience, est prévue, étant précisé qu'elle n'est pas assermentée et qu'elle se retirera au moment du délibéré.

Maîtres X et Maître VUILLERMET acceptent la présence à l'audience de Madame Catherine DESCLOITRE.

Madame le Bâtonnier Isabelle GRANGE, après avoir rappelé les faits qui lui sont reprochés, donne la parole à Maître X afin qu'il s'en explique.

Maître X est entendu en ses explications.

Il explique qu'il pleuvait, que son scooter n'ayant pas démarré il a pris sa

voiture pour être à l'heure au Tribunal d'Instance de Villeurbanne car le confrère qui était son adversaire était pressé et que la fréquence des bus desservant son domicile ne lui permettait pas d'arriver à l'heure à l'audience.

L'instruction étant close, Madame le Bâtonnier Isabelle GRANGE donne la parole à Monsieur le Bâtonnier Pierre-Yves JOLY, en sa qualité d'organe de poursuites, pour ses réquisitions.

Monsieur le Bâtonnier JOLY demande qu'une peine de 18 mois d'interdiction d'exercer dont 14 mois assortis du sursis ainsi qu'une révocation du sursis de 6 mois prononcés par la décision précédente du Conseil Régional de Discipline.

Maître VUILLERMET est entendu en sa plaidoirie. Maître X a eu la parole en dernier. Puis l'affaire est mise en délibéré au 29 décembre 2015.

Maître Mohammed X , Maître VUILLERMET, Monsieur le Bâtonnier JOLY ainsi que Madame Catherine DESCLOITRE se retirent.

SUR QUOI,

Attendu qu'il ressort de la procédure que Maître X a été condamné par un jugement définitif de la 13ème Chambre correctionnelle du Tribunal de Grande Instance de LYON en date du 2 mars 2015 pour avoir le 13 octobre 2014 à 8 h 45 conduit un véhicule malgré injonction de restituer le permis de conduire résultant de la perte de la totalité des points, en état de récidive légale.

Attendu que par le même jugement, Maître X a été condamné à un emprisonnement délictuel d'un mois, peine intégralement assortie du sursis, et au paiement d'une amende de 1.500 euros, le Tribunal ayant en outre ordonné la confiscation du véhicule.

Attendu que Maître X a confirmé tant la commission de l'infraction que les condamnations judiciairement prononcées à son encontre, lesquelles sont définitives.

Attendu que Maître X ne reconnaît pas conduire habituellement son véhicule mais ne verse aucune pièce justifiant de l'utilisation de transport en commun, ni même de l'utilisation d'un scooter.

Attendu que Maître X a décidé de prendre sa voiture pour se rendre à une audience.

Attendu qu'il lui appartenait de s'organiser pour exercer sa profession sans avoir recours à son véhicule, et ce en toute circonstance, afin d'éviter de commettre une infraction pénale.

Attendu que Maître X est particulièrement mal fondé à invoquer sa conscience professionnelle pour justifier la commission d'un délit routier.

Attendu que Maître X a été condamné pénalement à trois reprises pour des infractions à la législation routière, son attention a été attirée sur les conséquences du défaut d'assurances, et il semble parfaitement indifférent tant à ces rappels à la Loi qu'aux risques qu'il encoure et fait encourir à autrui.

Attendu que Maître X a déjà été condamné en matière disciplinaire à trois reprises:

- le 8 Juin 2009, le Conseil Régional de Discipline des Barreaux du Ressort de la Cour d'Appel de LYON a infligé à Maître X un avertissement pour conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique,

- par une seconde décision en date du 28 Mars 2012, le Conseil Régional de Discipline des Barreaux du Ressort de la Cour d'Appel de LYON a infligé à Maître X une peine de suspension de trois mois avec sursis pour conduite d'un véhicule automobile sans permis de conduire.

- Par une troisième décision en date du 22 octobre 2014, confirmée par arrêt de la Cour d'Appel du 7 mai 2015 à la peine de huit mois d'interdiction temporaire dont six mois avec sursis et la révocation du sursis de la peine du 28 mars 2012.

Attendu qu'il convient de relever la circonstance particulière que les faits de conduite sans permis pour lequel Maître X a été condamné le 2 mars 2015 par le Tribunal Correctionnel ont été commis le 13 octobre 2014, soit quelques jours après sa comparution devant le Conseil Régional de Discipline le 25 septembre 2014.

Attendu que Maître X manifeste ainsi le peu de considération qu'il accorde aux institutions de la profession.

Attendu qu'en se rendant coupable de faits de conduite d'un véhicule à moteur malgré injonction de restitution de son permis de conduire, faits commis en récidive, Maître X a incontestablement commis une contravention aux lois et règlements pour lesquels il a été condamné pénalement, ce qui constitue un manquement à la probité, à l'honneur et à la délicatesse justifiant le prononcé d'une sanction disciplinaire à son encontre.

Attendu que le Conseil Régional de Discipline a déjà prononcé trois sanctions disciplinaires, d'abord clémente puis plus sévère, qui n'ont pas été considérées comme dissuasives par Maître X .

Attendu que Maître X n'a pas intégré qu'il est inadmissible pour un avocat de commettre des infractions pénales que, de son propre aveu, il banalise.

Le Conseil estime en conséquence qu'il y a lieu de prononcer la peine de six mois d'interdiction d'exercice de la profession d'avocat.

L'article 184, alinéa 4 du Décret du 27 novembre 1991 prévoit que « Si dans le délai de cinq ans à compter du prononcé de la peine, l'avocat a commis une infraction ou une faute ayant entraîné le prononcé d'une nouvelle peine disciplinaire, celle-ci entraîne « sauf décision motivée » l'exécution de la première peine sans confusion avec la seconde ».

Attendu que Maître X a commis une nouvelle infraction après l'audience disciplinaire mais avant le prononcé de la peine du 22 octobre 2014 et

n'encourt donc pas la révocation du sursis prononcé par cette décision.

Attendu que les faits reprochés constituent un manquement à l'honneur et à la probité qui justifient également la publication de la décision.

EN CONSEQUENCE ET APRES EN AVOIR DELIBERE CONFORMEMENT A LA LOI, LE CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE DES BARREAUX DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE LYON:

- vu les dispositions de l'article 14-2 de la Loi n°71-1130 du 31 Décembre 1971,

- vu les dispositions des articles 85 et 85-1 du Décret n° 91-1197 du 27 Novembre 1991,

- vu la décision du Conseil National des Barreaux à caractère normatif n° 2008-001,

- vu les dispositions des articles 2.1.3.2, 2.1.5, du Règlement Intérieur du Barreau de Lyon,

- vu les dispositions des articles 1 et 1.3 du Règlement Intérieur National,

- vu les dispositions de l'article 183 et 184 du décret du 27 Novembre 1991,

- vu les pièces cotées du dossier,

- Retient comme constitué l'ensemble des faits reprochés à Maître X .

- Prononce à l'encontre de Maître X la sanction disciplinaire de six mois d'interdiction temporaire d'exercice de la profession.

- Ordonne la publication de la décision dans les locaux de chacun des Ordres des Avocats composant le ressort de la Cour d'Appel de Lyon pendant une durée de un mois.

- Dit que les faits commis constituent une atteinte à l'honneur et à la probité.

A Lyon, le 29 décembre 2015.

Le Président

Madame le Bâtonnier Isabelle GRANGE

Décision notifiée à Maître X , à Madame la Procureure Générale et à Monsieur le Bâtonnier du Barreau de Lyon conformément aux dispositions de l'article 196 du décret n° 91-1197 en date du 27 Novembre 1991,

Il est rappelé à Maître X , à Monsieur le Bâtonnier du Barreau de Lyon ainsi qu'à Madame la Procureure Générale que, conformément aux dispositions des articles 16 et 197 du décret n° 91-1197 en date du 27 Novembre 1991, ils peuvent former un recours devant la Cour d'Appel de LYON contre la présente décision par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Greffe de la Cour dans le délai d'un mois à compter de la notification de ladite décision.